

DOSSIER

Mai 68

Actualité de *Mai 68*



© Azenstarck

© Robert Doisneau

Dossier réalisé par Alexis Chabot, Carole Condat, Alain Dalançon, Roland Hubert et Matthieu Leiritz
Photos et commentaires de Georges Azenstarck

Quarante ans après, on n'a jamais autant parlé de Mai 68, référence pour les uns, repoussoir pour les autres. Si Mai 68, mouvement des étudiants, des lycéens, du monde du travail et grève d'une ampleur inédite, cristallise plus que jamais les oppositions politiques, c'est d'abord que la droite et son candidat à l'élection présidentielle de 2007 en ont fait le symbole de tout ce qu'ils détestent.

La « rupture », c'est d'abord une rupture avec « la pensée 68 », synonyme d'abandon des valeurs morales, de ruine de l'autorité, de dénigrement de l'identité et même de cynisme du capitalisme contemporain dérégulé ! Au cœur de cette « crise morale », l'école. La violence en milieu scolaire ? Mai 68. La difficulté à transmettre le savoir à tous les jeunes et à battre en brèche les inégalités sociales ? Mai 68, encore et toujours, son pédagogisme, son refus des relations d'autorité, son relativisme moral. Le mouvement de mai est ainsi devenu, pour la droite, le bouc émissaire idéal justifiant la liquidation des avancées sociales et des revendications de liberté et d'autonomie dont il était porteur. Réactionnaire, la « rupture » promise est donc avant tout un travail de restauration et de régression, au nom d'une attente prétendue des Français, le retour à un passé fait d'ordre, de respect des hiérarchies et de discipline. Si parler de mai 68 en mai 2008 peut avoir un sens, c'est que Mai 68 n'est que le moment d'un mouvement qui a commencé bien plus tôt et qui est loin d'être terminé : en ce sens, 68 est bien vivant et mérite non qu'on le commémore mais qu'on en revendique l'esprit contre la promotion d'un nouvel ordre moral et l'évitement des problématiques sociales à l'œuvre aujourd'hui. Remise en cause générale et radicale du modèle culturel, économique et sexuel triomphant au début des années soixante, c'est peu dire que Mai 68 trouve des échos dans les enjeux actuels. Le combat pour l'égalité entre hommes et femmes a puisé dans Mai 68 son appel à la libération du désir et sa critique de la société « patriarcale », l'énergie ►►►

**Mai 68 n'est que le moment
d'un mouvement qui a
commencé bien plus tôt et qui
est loin d'être terminé**

▶▶▶ d'une accélération inédite qui devait passer par la légalisation de l'avortement en 1975. Pareillement, la contestation des tabous sexuels a mené, notamment, à la dépénalisation de l'homosexualité par la gauche au début des années 80. Par ailleurs, en parallèle avec les mouvements de contestation américains et l'émergence de la « contre-culture », 68 a rendu possible la prise en compte d'une urgence écologique qui paraît aujourd'hui si évidente à chacun mais qui nécessitait de mettre en cause la logique du productivisme et de la société de consommation. De même, l'attention portée aux conditions de vie des « marginaux » de la société – dans les prisons ou les hôpitaux psychiatriques par exemple – et la prise en compte de la diversité ethnique de la société sont les fruits de la contestation par Mai 68 du modèle dominant.

Comment l'école pouvait-elle échapper à cette déconstruction de toutes les institutions sociales ? La critique de l'autoritarisme au sein de l'Université et au sein des entreprises a été l'un des liens entre mouvement étudiant et mouvement ouvrier. Surtout, Mai 68 est le produit d'une critique du système scolaire comme instrument d'une domination sociale par le savoir, initiée quatre ans plus tôt seulement par l'ouvrage de P. Bourdieu et J.-C. Passeron, *Les Héritiers*. Ainsi la revendication d'une démocratisation de l'école et du savoir contre la logique d'une sélection sociale par les études est le fruit de Mai 68, mais continue d'irriguer les luttes actuelles. On le voit, le mot d'ordre selon lequel il faudrait « liquider l'héritage de Mai 68 » n'a donc rien d'innocent au regard des enjeux éducatifs contemporains : la question de savoir quelle école nous voulons, pour répondre à quelles finalités au regard des inégalités sociales et de l'émancipation de chaque élève, est au cœur du débat de 2008 comme elle l'était en 1968. Loin d'être un lointain point d'histoire, le souvenir du mouvement de Mai pose donc des questions politiques et dessine des lignes de clivages essentielles pour aujourd'hui et pour demain. ■



« J'ai pris cette photo du square de l'église Saint-Germain. Nous sommes au carrefour de la rue de Rennes et du Boulevard Saint-Germain. Les affrontements étaient très violents. Par sécurité, les photographes se déplaçaient par petits groupes de 5 ou 6. » G. A.

© Azenstarck

Témoignage

En 1968, Annie Garric a 26 ans. Elle enseigne les Sciences et Techniques Économiques au lycée Ozenne à Toulouse.

Début mai, les étudiants toulousains, surtout ceux de la fac de lettres toute proche, sont en mouvement. On discute beaucoup dans le lycée, profs, personnels, élèves. Dans la section syndicale, dès le début mai, certains posent la question de la solidarité avec les étudiants et les salariés, sous forme de grève, dès le 10 mai. Après la grève générale et la manifestation du 13 mai, très suivies, le recteur décide de fermer les établissements scolaires. Lors de l'AG qui se tient au lycée, je propose d'occuper le lycée, mais la grande majorité des collègues s'y oppose. Nous sortons de l'AG et apprenons que la FEN demande d'occuper les établissements, et la section s'aligne.

On met en place un piquet de grève et on organise l'occupation.

Dans la journée, AG, commissions diverses, permettent à l'ensemble des personnels et des élèves de réfléchir sur les transformations souhaitées. Les revendications du SNES sont largement utilisées pour établir un cahier revendicatif. [...]



« C'est un rassemblement porte de Versailles, le 13 mai. Les manifestants se préparent à rejoindre le cortège principal. » G. A.

© Azenstarck



Témoignage

En Mai 68, Georges Pellet est responsable de l'Intersyndicale qui coordonne l'action des enseignants et des ouvriers du bassin albertvillois (Savoie).

Au cours d'une nuit où les événements s'accroissent au Quartier latin, alors que ma radio est branchée en permanence, vers deux heures du matin on sonne : c'est un collègue prof de maths qui partage la même attente insupportable, il vient me demander que nous contactions les responsables des syndicats locaux. Ce que nous ferons à la première heure le lendemain.

À la première réunion CGT, CFDT, FEN, il apparaît que nous aurons à nous occuper d'une centaine d'entreprises, quelques-unes de taille moyenne, qui approchent la centaine de personnes comme Juvénilia ou Prisunic. [...] Compte tenu de la description que font les représentants des différentes entreprises, où souvent la section syndicale est faible, parfois inexistante, et où les craintes de représailles patronales sont vives, je propose alors que nous nous fixions cet objectif : obtenir que dans chaque négociation, l'équipe de l'intersyndicale, à laquelle seraient naturellement incorporés des représentants de l'entreprise concernée, s'impose comme l'interlocuteur des directions. L'objectif est entériné par l'ensemble des travailleurs lors du premier meeting, dans une salle des fêtes comble. Nous nous y tiendrons farouchement pendant toute la durée du mouvement. [...]

« Le 24 ou le 29 mai, des étudiants étaient venus chercher des ouvriers pour rejoindre la manifestation. Des services d'ordre s'organisaient en amont. » G. A.

L'École de 68 au pilori ?

« Voyez comment l'héritage de Mai 68 a liquidé l'école de Jules-Ferry qui était une école de l'excellence, une école du mérite, une école du respect, une école du civisme, une école qui voulait aider les enfants à devenir des adultes et non à rester des grands enfants, une école qui voulait instruire et non infantiliser, parce qu'elle avait été construite par de grands républicains qui avaient la conviction que l'ignorant n'est pas libre » N. Sarkozy, 27 avril 2007.

Une révolution des savoirs ?

La crise de Mai 68 éclate dans un paysage intellectuel très particulier. P. Bourdieu et J.-C. Passeron publient *Les Héritiers* en 1964 où, pour la première fois, ils démontrent l'étroite corrélation entre réussite scolaire et position sociale ; cet ouvrage sera suivi en 1970 par *La Reproduction* qui analyse la violence symbolique infligée par « le rapport pédagogique et l'usage lettré et mondain de la langue ».

Ces travaux secouent le monde enseignant, délégitiment la culture scolaire et interrogent les résultats réels de la première grande phase de démocratisation du second degré de l'après-guerre. C'est aussi l'époque où se développent les sciences humaines et sociales sous l'égide du structuralisme ; elles bouleversent les conceptions de la connaissance dans tous les domaines et poussent à un travail critique qu'incarnent à la fois les travaux de M. Foucault⁽¹⁾ et les théories de la « déconstruction » de J. Derrida. Cette effervescence intellectuelle tente de concilier les acquis de la linguistique, de l'anthropologie, du marxisme et de la psychanalyse. Elle est le fond intellectuel qui nourrit les générations de 68, que les politiques éducatives doivent prendre en compte.

Dans les universités, les disciplines s'auto-nomisent et la loi E. Faure, qui dénoue la crise de 68 au plan universitaire, favorise l'émergence des nouveaux savoirs et la modernisation des plus anciens. C'est ce contexte qui favorise le développement des sciences sociales, de la biologie et des mathématiques modernes. Le mouvement prend racine avant 68 : par exemple, c'est en 1966 que se crée la nouvelle discipline SES qui joue rapidement un rôle majeur dans la démocratisation des filières générales du lycée.

Comment enseigner le français ?

Entre 1964 et 1969, la commission Rouchette travaille à une réforme de l'enseignement du français pour l'école élémentaire qui bouleverse les contenus, la conception de la langue et les pratiques pédagogiques pour l'ensemble des niveaux scolaires. C'est également dans ces années que naît la didactique du français, dont le premier travail consiste à récuser l'approche de la littérature dont le « *Lagarde et Michard* » incarnait tous les non-dits. On trouve dans ces travaux le souci d'intégrer les apports de la linguistique moderne et ceux de la psychologie piagetienne dont s'inspire l'éducation nouvelle : primauté de l'oral car



« Je ne quittais pas mon appareil photo. Je passais rue Turbigo et j'ai été interpellé par l'animation devant ce lycée occupé. » G. A.

il faut savoir parler avant de savoir écrire, référence aux situations de communications authentiques et aux registres de langue qu'elles autorisent, souci de ne pas faire d'apprentissages abstraits de la grammaire et de décloisonner les activités...

Le maître est sommé non pas de faire disparaître son autorité mais de rester à la fois discret et décisif dans ses interventions, d'éveiller la liberté de langage plutôt que de corriger sans cesse des fautes et d'exiger une hypercorrectivité⁽²⁾. Ces travaux appellent à reconstruire une grammaire nouvelle qui rende compte du système profond de la langue plutôt que d'en étiqueter les apparences. Rien n'était possible sans une formation des enseignants à une meilleure maîtrise des notions et à de nouvelles pratiques pédagogiques. Ces propositions seront reprises du bout des lèvres, souvent déformées et feront l'objet d'une virulente campagne de presse. Jamais le plan Rouchette ne sera réellement appliqué faute de volonté politique et de formation des maîtres mais quelques idées importantes feront progressivement leur chemin.

Aujourd'hui, le gouvernement prend sa revanche en publiant des programmes pour

l'école et le collège qui liquident la totalité des idées de cette époque et revient aux programmes en vigueur avant 1968 par l'affichage laborieux d'une primauté de la grammaire la plus traditionnelle et de l'orthographe. Autant dire qu'un tel retour en arrière sera impraticable dans les classes d'aujourd'hui.

Rénover les mathématiques

Les grands mathématiciens regroupés au sein de Bourbaki s'engagent dans la rédaction des programmes sans prendre garde que les mathématiques scolaires ne sont pas le décalque des mathématiques savantes. L'illusion qu'en élevant le niveau d'abstraction on serait moins sélectif domine, mais cette idée repose sur une analyse erronée de l'échec scolaire : l'accès à la logique, à la structure, aux systèmes symboliques est une construction profondément sociale et réclame des démarches d'acquisition qu'il faut lentement construire.

Revenir à la mémorisation et à la règle de trois, comme l'imposent les programmes Darcos, fait frémir en nous ramenant à l'époque où le bagage mathématique pouvait être considéré comme suffisant dès lors qu'il permettait de résoudre les problèmes du quotidien par appli-

cation de formules toutes faites. Il est pourtant évident que les mathématiques doivent d'abord être considérées comme un langage d'une prodigieuse efficacité pour modéliser le réel.

L'histoire en débat

Mai 68 confirme un changement profond des rapports entre histoire et mémoire. Les empires coloniaux s'effondrent et la geste nationale autour du récit historique est profondément affectée. La place de l'histoire comme ciment civique s'affaiblit. Cette conjoncture rencontre également les débats internes autour des sciences humaines. F. Braudel pousse à une histoire des civilisations et se mêle même de rédiger un manuel de Terminale dont l'introduction montre les liens entre les diverses sciences humaines... Il voit se dresser contre lui les conservateurs pour qui le récit événementiel doit constituer l'essentiel de l'enseignement. Il subit aussi les critiques des marxistes qui contestent une vision du temps long qui camouflerait les grandes ruptures. Edgar Faure demande à Braudel de piloter une commission en 1969 ; elle sera suspendue l'année suivante.

Peu à peu, l'histoire rejoint la pédagogie de « l'éveil », faute de trouver des contenus qui

remplaceraient la geste nationale. La réforme Haby tente de noyer l'histoire dans le concept de sciences humaines, avec cette habileté du ministre à récupérer ceux qui souhaitent des mutations pédagogiques et ceux qui veulent ouvrir l'histoire aux sciences sociales. Le débat se double d'un débat sur les méthodes, qui n'est toujours pas tranché, entre les partisans du récit historique et les partisans de l'usage des documents et des méthodes inductives.

Chacun aura pu constater cette année comment les pouvoirs publics au plus haut niveau tentent de reconstruire une geste nationale par une série de commémorations et l'apprentissage par cœur des « grands repères » du socle commun. Dans ce domaine également, nous sommes confrontés à des idées d'avant 1968 qui visent à supprimer la dimension scientifique et critique de l'enseignement au profit d'une inculcation idéologique. De même, l'introduction d'un enseignement d'histoire des

arts déconnecté de toute pratique artistique dans la scolarité obligatoire risque de faire disparaître le peu de pratique existant encore dans les programmes de l'école et du collège. Autant d'occasions manquées pour tenter de résoudre les problèmes inédits que pose la démocratisation. Les profondes remises en question de la fin des années soixante n'ont pu être ignorées et c'est sans doute à elles qu'on doit les principales avancées de la démocratisation. La lutte revancharde du gouvernement actuel contre tout ce qui avait bougé sous la pression collective nous ramène quarante ans en arrière dans bien des domaines.

Notre conviction, c'est qu'il faut relancer débats et recherches et que les professeurs doivent sur ce point sortir très vite de leur coquille, remettre en perspective les débats qui ont traversé les disciplines scolaires en liaison avec les avancées de la recherche. Si Mai 68 n'a pas été sans dogmatisme, reconnaissons au moins à cette période une extraordinaire faculté à libérer la parole collective qu'il est urgent de retrouver. ■ Denis Paget

(1) *Les mots et les choses* paraissent en 1966 et *L'Archéologie du savoir* en 1970.

(2) « Le maître à la fois libère la parole, organise et observe », affirme la commission Rouchette.



© Azenstark

Entretien

L'autorité en question

Xavier Riondet est doctorant en Sciences de l'Éducation au LISEC Lorraine (Université Nancy 2). Il prépare une thèse sur les discours des enseignants sur l'Autorité.

L'US : Comment expliquez-vous ce retour d'un discours sur la morale, l'autorité, le sens du respect à l'école ?

Xavier Riondet : Les débats sur l'autorité ont toujours été présents mais, depuis quelques temps, le clivage gauche/droite s'est calqué sur les clivages opposant réformistes et conservateurs, progressistes et réactionnaires, libertaires et autoritaires. Chaque camp reste figé dans un « visage ». Chaque tendance entretient l'autre et le discours de Sarkozy apparaît comme l'écume de cette machine de « visages ».

En 2003, Luc Ferry, alors ministre de l'Éducation nationale, écrit *Lettre à ceux qui aiment l'école* pour expliquer les réformes et le contexte actuel de l'École. Diagnostiquant la crise de l'École, Ferry pointait alors du doigt les conceptions novatrices à l'œuvre dans les années 1960, responsables du profil actuel de l'école. Ce livre fut très mal reçu par les enseignants. Certains le renvoyèrent à l'auteur, d'autres endommagèrent ce livre. Ces images se prolongèrent dans un débat entre autorité et liberté et pour ou contre l'autorité. Ce livre fut perçu comme une attaque violente contre les enseignants, caricaturés comme des laxistes soixante-huitards. Pourtant, tel n'était pas précisément le propos de Ferry.

L'US : Qu'est-ce que Mai 68 a changé ou tenté de changer dans les relations d'autorité au sein de l'institution scolaire ?

X. R. : Mai 68, depuis l'École, doit être considéré comme une vitrine et le prolongement de ce qui était déjà à l'œuvre quelques années auparavant (Freinet et surtout les classes nouvelles, l'esprit du plan Lan-gevin-Wallon). Ainsi, des thèmes comme la coopérative scolaire, la

représentation de l'élève, le délégué de classe, le concept de « vie scolaire » existaient déjà et se sont davantage ancrés en 1968.

Mai 68 dans l'éducation fut également la vitrine d'une tentative de rupture, de dépassement de ces avancées. Le courant autogestionnaire est alors en pleine effervescence, la pédagogie institutionnelle a le vent en poupe. Toute une perspective politique, l'autogestion scolaire puis sociale, se dessine derrière certains thèmes comme la parole de l'élève, les droits et la sexualité de l'enfant.

Politiquement sans lendemain, Mai 68 a laissé un héritage subtil mais important : l'annonce d'un changement du statut de l'enfant (consacré en 1989 par la loi d'orientation plaçant l'enfant au centre et la nouvelle convention des droits de l'enfant) et un espace scolaire de plus en plus pénétré par l'égalitarisme.

L'US : Quelle est la perception du « discours sarkozyste » sur l'autorité dans le monde enseignant ?

X. R. : En 2003, les réactions vives de certains enseignants furent très médiatisées. On s'aperçoit maintenant que ces enseignants étaient une minorité. En 2008, le discours sarkozyste est beaucoup plus radical, tout comme pourrait l'être la future réaction des enseignants.

Il est indéniable que l'heure n'est plus à la restauration de l'autorité traditionnelle : Hannah Arendt était déjà témoin de sa disparition. Il faut également se rappeler que l'acte d'influence, l'autorité éducative, sont essentiels dans l'éducation et la transmission. Il importe donc de réfléchir à une redéfinition de l'autorité, à une reconfiguration de la classe, en harmonie avec la dynamique égalitaire de nos sociétés. ■



« La grève et 68 sont à l'ordre du jour »

Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU ; Alain Dalançon, président de l'IRHSES ; André Dellinger, secrétaire national du SNES en 1968 ; Guy Groux, directeur de recherche CNRS au Cevipof (Centre de Recherches politiques de Science Po) et Frédérique Rolet, cosecraire générale du SNES confrontent leur regard et leur expérience sur l'actualité de Mai 68 dans le débat public.

L'US : Comment expliquer l'attaque du candidat Sarkozy dans son dernier discours de campagne, le 29 avril 2007 à Bercy, contre Mai 68 ?

Gérard Aschieri : En attaquant 68, Sarkozy vise en réalité autre chose. Il vise l'héritage des acquis sociaux qui remontent à la Libération. En choisissant des cibles comme la revalorisation de l'autorité ou de la valeur du travail, il veut vendre une marchandise très libérale qui associe responsabilité individuelle, concurrence et autoritarisme, d'où son choix de privilégier l'aspect sociétal plus que social de Mai et la politique qu'il a menée à partir de cette critique de 68.

André Dellinger : Les conditions actuelles ressemblent beaucoup à la situation pré-soixante huitarde. À l'époque, nous vivions sous le pouvoir autoritaire et charismatique du Général de Gaulle qui régnait sur la télévision et la radio. À toutes les échelles de la hiérarchie, il y avait des petits Louis XIV. Ces critiques de 68 ont un double objectif : Sarkozy justifie ainsi sa politique de compression de la masse salariale et de démolition progressive de l'État Providence. 1968-2008, les arguments sont les mêmes : les caisses sont vides. Seul le style a changé.

Gérard Aschieri : Il y a quand même un changement dans l'attitude de la droite et les problèmes n'étaient pas tout à fait les mêmes. C'était les Trente Glorieuses et les jeunes avaient la perspective d'avoir une situation meilleure que celle de leurs parents.

Guy Groux : Il y a deux dimensions dans le discours anti-68 de Sarkozy. On y retrouve les paradigmes habituels de la droite réactionnaire qui dénonce le recul de l'autorité et un certain laxisme. Mais aussi un projet qui rompt en partie avec les projets de l'ancienne droite sous De Gaulle, Pompidou ou Giscard d'Estaing. Ce qui lui pose problème, c'est l'École et la manière dont l'École aurait échoué à cause de 68. Il faut donc, selon lui, rétablir l'autorité mais aussi redonner leurs chances aux plus démunis afin d'accéder à l'ascenseur social. Plus profondément, au travers de l'Éducation nationale, il vise l'État, il veut mettre en place une réforme de l'État.

Au fond, la grève et 68 sont tout à fait à l'ordre du jour. Si on regarde l'histoire des grèves sur la longue durée, que constate-t-on ? Du XIX^e siècle jusqu'aux années 1930, les grèves sont d'abord menées par les ouvriers. En 1936, c'est l'entrée des employés du privé dans la grève, comme les femmes des grands magasins. En 1953, il y a un grand mouvement de fonctionnaires, mais c'est en 68 qu'ils entrent en masse dans la grève. Sarkozy, sur 68, a le raisonnement suivant : il veut une réforme de l'État et il sait qu'il va devoir affronter ceux qui restent encore sur le front des luttes, c'est-à-dire les fonctionnaires. Derrière ce discours idéologique, il y a donc bien un projet politique.

Alain Dalançon : Les fonctionnaires de l'Éducation nationale n'ont pas attendu 68 pour entrer massivement dans la grève, ils ont rejoint un mouvement d'ensemble des salariés. Sarkozy est fondamentalement opposé au rôle qu'a joué et que continue de jouer

le syndicalisme dans l'organisation des rapports sociaux. Les syndicats dans leur ensemble ont encadré ce mouvement social et particulièrement dans notre secteur, et ont réussi à obtenir un élargissement des acquis.

André Dellinger : Sarkozy s'inscrit dans le néolibéralisme de Friedman qui aboutit à tout marchandiser, y compris l'éducation. Il y a donc un syndicalisme qui ne lui convient pas, celui qui a gardé de la puissance car il y a des statuts, c'est-à-dire dans la fonction publique et les secteurs nationalisés.

Frédérique Rolet : Sarkozy instrumentalise un certain nombre de concepts en présentant 68 comme une période qui aurait prôné l'individualisme et détruit les valeurs collectives. Il propose donc de retisser du lien mais dans le cadre d'un certain patriotisme, voire nationalisme, sous l'égide d'un chef charismatique qui va rétablir des valeurs morales. D'où les attaques sur une École qui tente à la fois de créer du lien mais aussi de transmettre une culture commune et émancipatrice, considérée comme l'héritage de 68.

L'US : N. Sarkozy inclut pourtant dans l'héritage de 68 les dérives actuelles du libéralisme : les patrons voyous, le capitalisme sans éthique, les politiques cyniques...

André Dellinger : Sarkozy brouille en effet les cartes. Quand Darcos consulte les parents d'élèves ou les étudiants sur le devenir de l'Éducation nationale ! C'est une parodie de Mai 68. Il s'empare d'une procédure qui a connu son heure de gloire en 68 mais il ne faut pas être dupe. C'est l'hommage du vice à la vertu.

L'US : Mai 68 est bien d'abord un mouvement social qui ne peut pas se résumer à quelques slogans situationnistes.

Guy Groux : Regardons le contexte intellectuel de la fin des années 60 : certains économistes et sociologues américains parlent de capitalisme pacifié, de fin des idéologies, la grève apparaît presque comme une pathologie dont il faut trouver les remèdes adéquats comme les négociations collectives. Or, 68 n'est pas simplement un immense mouvement de la jeunesse, ce sont les grèves les plus importantes de l'histoire. La totalité du salariat est mobilisée. 68 brise donc l'utopie de la fin de la grève. 68 s'inscrit aussi dans le prolongement de 1936, immense mouvement dont le principal enjeu est l'acquisition de nouveaux droits, l'élargissement de la démocratie sociale dans les entreprises et la reconnaissance d'une véritable dignité des travailleurs. En 36 et en 68, grâce à la grève, les revendications transformées en droit s'inscrivent dans la durée. 68 marque donc dans l'histoire sociale de la France un point d'orgue : c'est la dernière fois qu'un mouvement social aussi offensif obtient autant d'acquis. Par la suite, les grèves seront de type défensif. 68 se distingue cependant de 36 sur le point suivant : en 68, les salariés revendiquent plus de liberté d'expression. On en a marre de l'autorité du petit chef, on en a marre de se taire. On se révolte contre les cadences et le taylorisme. Et dès les lendemains de Mai 68, les rapports hiérarchiques changent.



D.R.



© Azenstark

« J'ai pris cette photo le 24 mai. Il y a eu trois grandes manifestations : le 13, le 24 et le 29 mai. Pour couvrir toute la longueur des cortèges, je me déplaçais sur une mobylette conduite par un copain. Je travaillais alors 20 heures par jour. J'étais le matin très tôt dans les usines, le midi aux assemblées générales, l'après-midi dans les cortèges et le soir sur les barricades. » G. A.

L'US : Quel a été le point de départ de la mobilisation enseignante : la répression étudiante, les conditions de travail, les salaires ?

André Dellinger : Ce sont d'abord les conditions de travail. La principale revendication portait déjà sur le nombre d'élèves par classe. À l'époque, il y avait 45 élèves dans une classe de Terminale et 30 en Sixième. En dix ans, les effectifs des élèves avaient doublé. Il faut savoir que les grèves tournantes étaient interdites depuis la loi d'août 1963, mais nous avons quand même décidé en 68 de les mettre en place. Tous les syndicats des CET (collège d'enseignement technique) étaient mobilisés.

Alain Dalançon : « Étudiants, enseignants, travailleurs », c'est un des slogans qu'on retrouvait dans la manifestation du 13 mai et qui a mobilisé. Les enseignants étaient à la charnière et la masse des personnels s'est retrouvée dans cette solidarité, d'abord vis-à-vis des étudiants matraqués par un pouvoir arbitraire puis avec les ouvriers et les salariés. Et puis il y avait l'accord d'unité et d'action entre la CGT et la CFDT : il fallait à la fois lutter au jour le jour sur des revendications pour obtenir satisfaction des acquis mais dans la perspective de mettre en place un régime nouveau. La question en jeu c'était bien la construction du socialisme en France.

Guy Groux : En 66, avec le pacte d'unité et d'action entre la CGT et la CFDT, c'est la première tentative de rassemblement du syndicalisme français. En 68, 25 % des salariés sont syndiqués. Le poids du syndicalisme dans l'entreprise publique comme privée est important. Le contexte de plein emploi donnait beaucoup plus de latitude aux mouvements de mobilisation collective.

Prenons la grève de l'entreprise Neyrpic près de Grenoble, une entreprise largement composée d'ingénieurs et de techniciens. Pour la première fois, des catégories nouvelles rentrent dans l'action collective et remettent en cause les compétences gestionnaires de la direction. Ce conflit marque l'entrée des professions intellectuelles dans le conflit social. En 68 dans les universités, le SNES-sup a joué un rôle primordial. Il représentait la révolte des jeunes enseignants qui étaient confrontés à un pouvoir mandarin. Le SNES-sup voulait changer les relations d'autorité au sein de l'Université.

L'US : N'assiste-t-on pas actuellement à un retour de balancier ?

Gérard Aschieri : En 68, s'est affirmée une volonté de prise de pouvoir des salariés et des enseignants dans l'organisation de leur travail. Aujourd'hui, le thème de l'autonomie des établissements est indissociable de celui de la concurrence. Les règles du marché à travers la concurrence sont censées réguler le système plutôt que la notion de service public. Comme si la concurrence entre les intérêts particuliers pouvait répondre à l'intérêt général : c'est un vrai basculement.

En 68, la revendication d'autonomie ne se posait pas dans les mêmes termes. Ça me rappelle l'incompréhension qu'il y avait eu à Porto Allegre, lors du forum social mondial. Les syndicalistes enseignants d'Amérique du Sud voulaient mettre dans une déclaration commune la notion d'autonomie, mais les Français s'y opposaient vivement. Pour nos collègues confrontés à des systèmes très autoritaires, l'autonomie était une conquête. Comme les jeunes universitaires qui en 68 contestaient le pouvoir mandarin.

André Dellinger : Il s'agissait aussi de réformer l'entreprise et se sont développés les thèmes de l'autogestion, de la cogestion. On pensait alors transposer dans les entreprises les modèles de gestion du service public. Aujourd'hui, c'est exactement l'inverse!

Alain Dalançon : Ce qui a été contesté en 68, c'était l'autorité non légitime. Toute forme d'autorité, y compris à l'intérieur de l'école, qu'elle vienne de l'inspecteur, du chef d'établissement ou de l'enseignant, a été suspectée d'autoritarisme. Dans les débats qui ont animé les établissements occupés, on retrouve cette même demande : il faut se libérer de toute forme d'autorité non légitime en donnant des pouvoirs de contrôle, en étant consulté. On a donc fait rentrer les parents d'élèves et les élèves dans les conseils d'établissement. On a pensé libérer les gens en décentralisant, la droite ayant toujours associé la centralisation à l'époque robespierriste ou au modèle soviétique.

Guy Groux : Faisons attention aux termes. La notion d'autogestion est pleine d'ambiguïté. Ce qu'il y avait de central en 68, c'était la demande de participation à la gestion et au pouvoir au sein des entreprises. Il y avait une immense aspiration à la démocratie sociale, politique et aussi syndicale. Bref, le militant n'était plus un militaire. 68 a transformé les façons de voir et de s'engager. ■

Le point de vue de Gérard Aschieri

Actualité de Mai 68

A examiner les discours qui dénoncent aujourd'hui le fameux « esprit de 68 », il est facile de percevoir leur côté caricatural et la façon dont ils occultent tout ou partie de la réalité.

Un mouvement social exceptionnel

Deux caractéristiques essentielles me semblent quasi systématiquement passées sous silence : d'une part Mai 68 a été une période d'un mouvement social d'une ampleur rarement égalée où le syndicalisme a joué un rôle souvent décisif ; d'autre part si cette période est incontestablement exceptionnelle et marquante, elle s'inscrit dans un mouvement sur la durée où la société française va dans le sens d'une plus grande liberté, de plus de justice sociale et d'une meilleure répartition des richesses produites. On en a une bonne illustration parmi d'autres avec les mouvements de fond qui avant, pendant et après 68 ont profondément transformé notre système éducatif et l'ont mis sur les rails d'une scolarisation de masse dans le second degré.

Ignorer cette réalité, mettre l'accent sur quelques slogans plus ou moins libertaires pour mieux dénoncer la période a selon moi une fonction : justifier et simultanément masquer une politique qui en fait s'en prend à tous les acquis d'une longue période historique en proclamant la négation du social au profit de la promotion de la concurrence comme mode suprême de régulation.

Un moteur de luttes durables

C'est ainsi que le discours qui accuse de tous les maux le « pédagogisme » de 68, pour vanter les mérites de l'effort et du travail individuels, nous vend autre chose. La pédagogie, les sciences de l'éducation, la didactique, (y compris les pédagogies non directives), n'ont pas été inventées en 68, même si la formidable libération de la pensée et de la parole de cette période a donné un élan nouveau à la réflexion, à l'expérimentation et à la recherche en ce domaine ; en revanche, un des acquis du mouvement d'idées qui a eu pour épigone Mai 68, a été de mettre en lumière combien les inégalités sociales pesaient sur la réussite scolaire et combien l'organisation du système scolaire était socialement discriminante. Ce fut un moteur de luttes durables. Et la politique qui est conduite aujourd'hui sous couvert de retour aux bonnes vieilles valeurs d'avant 68 a pour caractéristique essentielle de nier cette réalité que confirment encore les travaux les plus récents et, pour promouvoir la concurrence entre individus et établissements, proclamer que tous les enfants sont *a priori*

« C'est un vote pour ou contre la reprise du travail chez Citroën à Javel. J'ai pu entrer facilement dans les usines car je faisais partie des rares photographes qui bénéficiaient d'un laissez-passer de l'intersyndicale. »

G. A.



© Azenarack

égaux et que seul fait la différence le travail individuel : c'est le retour sans complexe du tri social.

Revaloriser le travail

Il en va de même en matière sociale avec l'antienne récurrente sur la valeur « travail », qui mêle dans le même opprobre les 35 heures et un Mai 68 accusé d'avoir décrédibilisé le goût de l'effort. En réalité, ce discours ignore qu'en 68 la revendication était non pas tant la contestation du travail comme valeur que la revendication que la place du travail salarié dans la société et dans l'entreprise soit reconnue et payée, que les salariés en soient mieux maîtres et qu'ils bénéficient plus et mieux des fruits de leur travail (la réduction du temps de travail a d'abord ce sens) ; mais surtout il masque à dessein que le travail ne se réduit pas à un nombre d'heures, que sa productivité est fondamentale, qu'en la matière la formation et les conditions de travail sont déterminantes. Il nous fait détourner les yeux de la souffrance qui peut être celle des salariés au travail. Mettant l'accent sur l'effort individuel et la nécessité de le récompenser, il esquivait la question de la juste répartition des richesses produites (le discours sur les retraites est à cet

Au nom de la rupture avec Mai 68, on prétend nous faire rompre avec des acquis et une conception des rapports sociaux nés de la Libération.

égard exemplaire) ; il ignore délibérément combien le travail individuel tout comme le plein exercice par chacun de sa liberté et de ses droits ne peuvent exister que grâce au collectif et aux instruments qui assurent à la fois les indispensables infrastructures et les solidarités au sein d'une société : la défense des intérêts particuliers trouve très vite ses limites si l'intérêt général est négligé ou minoré. Or, ce sont justement les piliers de ces solidarités et les instruments de défense de l'intérêt général que prétend miner la politique de Nicolas Sarkozy vitupérant l'esprit de 68.

Bref, au nom de la rupture avec Mai 68, on prétend nous faire rompre avec des acquis et une conception des rapports sociaux nés de la Libération et dont mai 68 a été une étape décisive d'amplification. ■